



**Arrêté temporaire n°2025AT\_2175  
Portant réglementation de la circulation**

**RD 780**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;  
**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;  
**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;  
**Vu** l'arrêté départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 28 janvier 2025 portant sur les avis permanents relatif aux arrêtés temporaires de police de circulation sur le réseau routier départemental classé à grande circulation (RGC) ;  
**Vu** la demande en date du 31/10/2025 émise par AGILIS aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation  
**Vu** l'avis favorable du Maire de la commune de SARZEAU en date du 13/11/2025 ;  
**Considérant** que des travaux de marquage rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 26/11/2025 au 16/12/2025 sur la RD 780 du PR 15+0640 au PR 15+0800 sur le territoire de SARZEAU ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 26/11/2025 et jusqu'au 16/12/2025, la circulation des véhicules est interdite sur la RD 780 du PR 15+0640 au PR 15+0800.

Les travaux de marquage se feront soit de nuit sous déviation, soit de jour en accompagnement pour protection des équipes avec les services du département (SERD de MUZILLAC), et également en fonction des aléas météorologiques.

Dans l'éventualité d'une réalisation des travaux de nuit en route barrée, la déviation mise en place empruntera l'itinéraire déjà utilisé pour les précédentes phase du chantier en lien avec le PIGR : l'itinéraire empruntera à partir de l'échangeur de Kerblanquette les voies communales pour rejoindre le giratoire de Kerollaire, ceci dans les deux sens de circulation.

**Article 2**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- 21 RUE ADRIEN REGENT
- à l'intersection de la RUE DU BEG LANN et de la RUE DES MARRONNIERS
- du 3 au 16 RUE DE L'OCEAN
- du 2 au 36 RUE RAYMOND MARCELLIN
- RD B0198 au PR0+0219
- 15 PLACE DES TRINITAIRES
- RUE DE POULMENAC'H
- RUE DE LA MADELEINE
- RD 780 au PR16+0562
- D780

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

La déviation passera pendant la durée de la route barrée (20h/6h) dans l'agglomération de Sarzeau :

- dans le sens Arzon/Vannes : rue Raymond Marcellin, rue de l'ancienne gare, rue de Beg Lann, rue Pierre de Coubertin, et rue Adrien Régent;
- dans le sens Vannes/Arzon : rue Adrien Régent, rue Pierre de Coubertin, rue de Beg lann, rue de l'Océan, rue Raymond Marcellin.

### Article 3

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge de l'ATD SE et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

### Article 4

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

### Article 5

Le directeur des infrastructures et des mobilités, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à VANNES, le 13 novembre 2025

### LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,

Le Directeur des infrastructures et des mobilités

**Xavier DOMANIECKI**

### DIFFUSION :

- Monsieur le Préfet du Morbihan
- Daniel CARTERON (AGILIS)
- Le Président du Conseil Départemental
- GENDARMERIE 56
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- SAMU 56 VANNES
- SDIS 56
- Monsieur le Maire de Sarzeau
- Monsieur ANTENNE DE VANNES (BREIZHGO)

### INFORMATIONS IMPORTANTES

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté** : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs



missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

